



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Paris, le 5 février 2019

N°1008

COMMUNIQUE DE PRESSE

Comité de suivi des engagements de General Electric

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, et **Agnès Pannier-Runacher**, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, ont tenu ce jour en présence de la direction du groupe General Electric (GE) un comité de suivi, afin de faire le bilan à fin 2018 des engagements pris par l'entreprise lors de l'acquisition de la branche énergie d'Alstom.

GE a rendu compte aux ministres de la bonne tenue de ses engagements. Les investissements réalisés en France représentent près d'un milliard d'euros. GE a recruté 3 000 personnes ces trois dernières années, se traduisant par la création de 25 emplois nets à fin 2018.

L'évolution des marchés de l'énergie, et l'accélération de la transition énergétique limitant fortement le marché des turbines à gaz, n'ont cependant pas permis d'atteindre l'objectif de création de 1 000 emplois nets.

Dans ce contexte et conformément à ses engagements, GE a confirmé la création d'un fonds de réindustrialisation doté de 50 millions d'euros, qui sera logé à la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Ce fonds sera piloté par un comité présidé par une personnalité spécialiste de l'industrie qui associera, outre des représentants désignés par l'entreprise, les collectivités concernées, notamment la Ville de Belfort, ainsi que les services de l'État.

GE a également marqué ses intentions de développement à long terme en France, notamment pour développer dans le domaine des énergies renouvelables. À ce titre, le projet d'intégration des activités de réseaux électriques au sein de la division énergies renouvelables (40 000 personnes, 14 milliards d'euros de chiffre d'affaires) permettra de conforter la localisation en France des centres de décision relatifs à ces activités, notamment pour l'éolien offshore.

GE et les ministres sont enfin convenus de la nécessité de pérenniser ce comité de suivi comme instance de dialogue entre l'État et entreprise.

Contacts presse :

Cabinet de Bruno Le Maire : 01 53 18 41 13 presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet A. Pannier-Runacher : 01 53 18 44 38 presse.semef@cabinets.finances.gouv.fr